
« L'intérêt national » : le néofascisme dans la amazonienne

Alors que dans les médias, on pouvait facilement observer la fumée des incendies forestiers au Brésil, il était bien plus difficile de voir ce qui se trouvait derrière le rideau de fumée du gouvernement brésilien : actions qui mèneront la jungle à une mort rapide, en détruisant les territoires, les moyens de subsistance et les diverses cultures des peuples qui en dépendent.

L'idéologie fasciste est apparue en Europe au dernier siècle. Ses caractéristiques incluent notamment un soi-disant intérêt national, l'autoritarisme et la répression violente de ses opposants. Ces éléments s'appliquent également aux actions du gouvernement brésilien de l'ancien militaire Jair Bolsonaro pendant la première année de son mandat. Le Brésil est devenu un point de mire mondial en août 2019 à cause des incendies forestiers. Alors que l'on pouvait facilement observer la fumée dans les reportages des grands médias, il était bien plus difficile de voir ce qui se trouvait derrière **le rideau de fumée qu'a créé le gouvernement brésilien : une série d'actions qui mèneront la jungle amazonienne à une mort rapide, avec la destruction des territoires, des moyens de subsistance et des diverses cultures des peuples et des communautés qui en dépendent.**

« Notre Amazonie »

Le 23 août 2019, alors même que les incendies en Amazonie atteignaient leur point culminant, le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a prononcé une déclaration dans les chaînes de radio et de télévision. Il a commencé en parlant de « notre Amazonie » et en affirmant que « les forêts amazoniennes constituent un élément essentiel de notre histoire, de notre territoire et de tout ce que signifie être brésilien. » Il a également dit que « nous avons le devoir de protéger les forêts » et que nous sommes « conscients de notre souveraineté nationale ». (1)

Durant cette période, certains dirigeants de puissances mondiales ont exprimé leur préoccupation pour la situation en Amazonie et surtout, au Brésil où se trouve la plus grande partie de ce territoire. Le gouvernement brésilien s'est plaint des prétendues tentatives de ces puissances de vouloir intervenir dans « notre Amazonie ». Bolsonaro a dit : « Qui portent leur regard sur l'Amazonie ? Qu'y cherchent-ils ? ». Lorsque le président de la France a annoncé l'aide des pays du G7 pour combattre les incendies, le gouvernement du Brésil l'a refusée. (2)

Cette position n'est pas nouvelle. Le dernier régime militaire du Brésil (de 1964 à 1985), dont s'inspire Bolsonaro, a inventé le faux récit d'une conspiration à laquelle participaient des entreprises et des ONG internationales des pays industrialisés qui visaient à s'emparer de la région amazonienne. Avec la consigne « Intégrer, mais ne pas livrer », **les militaires se sont engagés dans un processus autoritaire d'occupation destructrice de la région amazonienne.** Il s'agissait d'une occupation prétendument brésilienne. Cependant, des investisseurs étrangers ont également profité de la destruction et de l'extraction en Amazonie. (3) **Des routes ont été ouvertes pour permettre aux entreprises forestières, aux hacendados, aux entreprises nationales et internationales, et aux colons d'autres régions du Brésil** de pénétrer dans des territoires qui avaient jusqu'alors été considérés « dépeuplés », malgré la présence de peuples autochtones et de

communautés quilombolas et riveraines.

Les gouvernements qui ont succédé à la dictature militaire ont poursuivi ce processus, y compris ceux du Parti des travailleurs (PT, de 2003 à 2016) qui ont réalisé la construction de **la mégacentrale hydroélectrique de Belo Monte**, la troisième plus grande au monde, qui avait été conçue à l'époque de la dictature militaire. Les peuples autochtones et les organisations sociales de la région ont largement combattu la construction de Belo Monte, mais leurs voix ont été ignorées. Ce fut aussi durant les gouvernements du PT que le **nouveau code forestier** a été adopté, lequel a notamment passé l'éponge sur la déforestation réalisée jusqu'en 2008. Ce code a permis la déforestation au-delà des limites permises pourvu que cette déforestation soit « compensée » avec la préservation d'autres forêts du même biome. Cela a encouragé la **légitimation d'occupations illégales et une nouvelle vague de « grilajes » (accaparements) de terres boisées** à partir de la mise en œuvre du *Cadastro Ambiental Rural* (CAR, Cadastre environnemental rural). (4) Par contre, les gouvernements du PT ont aussi accru les investissements dans les organismes publics chargés de contrôler la déforestation, d'enquêter sur celle-ci et de punir ses auteurs, ce qui a produit une forte réduction de la déforestation de 2004 à 2010.

Il faut aussi rappeler que bien avant les élections de 2018, **les grands propriétaires terriens et les entreprises qui exploitent les « richesses » de l'Amazonie avaient donné leur appui à la candidature** de Bolsonaro. Pour obtenir leur soutien, Bolsonaro leur avait promis de leur accorder l'impunité et de lutter contre tout ce qui est lié « à la gauche », « aux environnementalistes », « aux ONG », « aux droits humains » et « aux sans-terre » ; de plus, il ne délimiterait plus aucune terre autochtone. C'est ce qui explique « la journée du feu » au plus fort de la crise des incendies forestiers, lorsqu'un groupe de grands propriétaires du Pará, l'État avec le taux de déforestation le plus élevé, ont incendié une forêt pour « célébrer » leur pouvoir de le faire en toute impunité. **La forte augmentation (84 %) de la déforestation dans les zones que le gouvernement fédéral a l'obligation de protéger — aires de conservation et terres autochtones, d'août 2018 à juillet 2019**, constitue une autre preuve de cette impunité. (5)

Mais à ce jour, les gouvernements brésiliens n'ont jamais priorisé « la protection des forêts », en respectant l'autonomie et le rôle central des communautés qui dépendent des forêts. Dans les cabinets présidentiels, la parole des intérêts du grand capital et des grands propriétaires a toujours prévalu. Tous les territoires autochtones et quilombolas et les réserves extractivistes reconnues d'usufruit collectif des peuples et des communautés qui dépendent des forêts qui existent aujourd'hui **résultent des nombreuses luttes, organisations, mobilisations et pressions de ces peuples et communautés.**

Les prétendues menaces

Au plus fort des incendies, Bolsonaro a commencé à suggérer, sans présenter de preuves, qu'en plus des Autochtones, des **ONG avaient causé ces incendies** : « (...) nous avons bloqué des fonds destinés aux ONG, des transferts de l'extérieur, 40 % allaient aux ONG ; maintenant ils n'en ont plus. De sorte que ces gens subissent un manque d'argent. Je ne l'affirme pas, mais ces gens des ONG pourraient commettre des délits pour attirer l'attention contre ma personne et contre le gouvernement du Brésil. » (6) Les « transferts de l'extérieur » font référence aux ressources du Fonds Amazonie qu'appuient les gouvernements de Norvège et d'Allemagne pour appuyer les actions de réduction de la déforestation en Amazonie.

En novembre 2019, **une action policière dans l'État amazonien du Pará a visé certaines ONG.** Quatre bénévoles de la brigade des incendies d'Alter do Chão, formée pour combattre les feux de

forêt, ont été envoyés en prison préventive. On les accusait, à partir d'insinuations du gouvernement fédéral, d'avoir commencé un incendie pour justifier une demande d'appui de l'extérieur pour combattre les incendies et d'avoir détourné les ressources obtenues. (7).

Le gouvernement néofasciste de Bolsonaro a même accusé l'étoile du cinéma Leonardo DiCaprio de financer les ONG qui ont fait l'objet d'enquêtes. DiCaprio anime une fondation qui appuie la protection de la nature, mais il a nié l'accusation et a déclaré, à propos des ONG soumises aux enquêtes, que « même si les organisations mentionnées méritent d'être appuyées, nous ne les finançons pas ». (8)

Pendant que Bolsonaro accuse les ONG, on assiste au Brésil à une **intensification du processus historique de « grilaje » (accaparement) de terres**. Maintenant, les usurpateurs de terres (*grileiros*) sont bien mieux armés, car dans une de ses premières mesures, le gouvernement de Bolsonaro a **décrété le droit de porter jusqu'à quatre armes par personne**. Dans un manifeste d'appui à une des ONG accusées d'avoir mis le feu aux forêts, plus de 200 organisations affirment : « Nous voulons que la police enquête et appréhende les *grileiros*, les spéculateurs, les escadrons cuadrillas qui envahissent et volent les terres et les forêts publiques, en utilisant le feu comme stratégie pour nettoyer la zone. Et que l'on n'accuse pas sans preuve ceux qui travaillent à protéger les forêts. » (9) Dans ce contexte, il est évident que **les pratiques de violence contre les peuples augmentent en Amazonie**. En septembre, le CIMI (Consejo Indigenista Misionario, Conseil indigéniste missionnaire) avait déjà enregistré 160 cas d'invasion de terres de 153 territoires autochtones en 2019, dont la majorité en Amazonie, et le nombre d'assassinats de dirigeants autochtones a augmenté. (10)

Une loi approuvée cette année dans l'État du Pará (129/2019) aggrave encore plus la situation : cette loi tend à **favoriser la déforestation illégale, à faciliter la régularisation de l'utilisation à des fins privées des terres publiques et à permettre une éventuelle validation des titres fonciers dans les zones accaparées (griladas)**. (11) Le gouvernement fédéral adopte des mesures semblables (12) en cherchant même à laisser impunies les invasions des aires protégées par les entreprises forestières. Le gouvernement fédéral étudie également des mesures pour faciliter l'exportation de troncs d'essences indigènes, aujourd'hui interdite. (13)

Les soi-disant solutions

Dans son discours de septembre 2019 lors de la cérémonie inaugurale de l'Assemblée générale de l'ONU, Bolsonaro a aussi accusé les ONG d'être derrière une conspiration qui cherche à « maintenir nos autochtones comme de véritables cavernicoles. » Même s'il a dit qu'il reconnaît que « chaque peuple ou tribu avec son cacique » possède « sa culture, ses traditions, ses coutumes et principalement sa manière de voir le monde, » apparemment Bolsonaro sait ce que l'Autochtone veut lorsqu'il affirme que « l'Autochtone ne veut pas être un propriétaire terrien pauvre vivant sur des terres riches. » Il affirme que « nous sommes prêts à développer durablement tout notre potentiel, en association avec les Autochtones et en ajoutant de la valeur. » En d'autres mots, il propose de maintenir **le même modèle économique extractiviste, mais sous la direction d'acteurs nationaux** au lieu « d'intérêts politiques et économiques externes. » (14)

Il faut souligner que la FUNAI (Fondation nationale de l'Autochtone), **l'organisme étatique chargé de protéger les peuples autochtones et de délimiter les terres autochtones, se transforme en agence de défense des intérêts de l'agrobusiness et des minières dans les terres autochtones**. (15) Pour pouvoir ouvrir à ces activités les terres autochtones déjà délimitées, le gouvernement fédéral compte modifier la Constitution. Si cela survenait, pas moins de **4 332**

demandes d'exploration pour l'éventuelle extraction de minerais dans les terres autochtones de l'Amazonie brésilienne pourraient être approuvées, sans oublier qu'à l'échelle mondiale, ce sont des sociétés transnationales, et non pas brésiliennes, qui dominent le secteur minier. (16)

Pour ce qui est de la préservation des forêts en tant que méthode pour freiner la destruction, le gouvernement ne cesse de répéter que le Brésil est un modèle de préservation, même si **en 2019, il a battu le record de déforestation de la dernière décennie**. C'est pourquoi le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, a déclaré à la veille de la conférence sur le climat de l'ONU en 2019 : « Au minimum, nous aurions le droit à une compensation d'environ 10 milliards de dollars par an. » C'est la valeur que le gouvernement imposerait aux pays riches pour avoir prétendument appliqué des mesures pour maintenir les forêts en tant que puits de carbone. (17) En réponse aux critiques sur l'augmentation de la déforestation, Salles a promis une « nouvelle stratégie » (18). Mais à ce jour, personne n'en connaît le contenu.

Ainsi, pendant que Bolsonaro affirme que « la protection des forêts est notre devoir, » **sa pratique concrète est toute autre**. Il suffit de rappeler que lorsque Bolsonaro a formé son gouvernement, il a voulu supprimer le ministère de l'Environnement. Et lorsqu'il dut reculer devant les fortes pressions, il a effectué de profondes coupures au budget du ministère, et a ainsi réduit sa capacité à contrôler la déforestation. Par exemple, un décret de mars 2019 a coupé 187 millions de reais (plus de 45 millions de dollars US) de son budget. (19)

L'objectif est clair : **ouvrir l'Amazonie brésilienne le plus rapidement possible à l'extraction et à la destruction et « intégrer » les peuples autochtones et non autochtones à la société de consommation** pour qu'ils abandonnent leurs économies de subsistance basées sur la forêt et qu'ils servent de main-d'œuvre bon marché dans les ouvrages et les projets que son gouvernement veut mettre en œuvre.

Résistances

Le néofascisme dans les forêts ne se développe pas seulement au Brésil. Il menace aussi les peuples dans d'autres pays dotés de forêts tropicales. C'est le cas notamment de la Papouasie, de l'Inde et des Philippines. Mais de **multiples résistances** se dressent contre ce mouvement et c'est sur cette note que nous voulons terminer ce récit. Voici quelques extraits de la réponse de l'APIB (Articulation des peuples autochtones du Brésil) au discours de Bolsonaro devant l'ONU en septembre 2019 :

« Bolsonaro se dénonce lui-même, comme une honte pour le Brésil, en démontrant de sérieuses carences dans sa compréhension de la géopolitique, de l'histoire et de la réalité socioculturelle de son pays, en voulant lutter parfois même contre des ennemis imaginaires et en portant des accusations non fondées, imprécises, démagogiques, mensongères et totalement fausses (...) principalement contre nous, les peuples autochtones. Nous ne devons rien à lui, à ses descendants ni aux élites qui se sont emparés jusqu'à aujourd'hui et à l'aide de pratiques manifestement colonialistes, destructrices et génocidaires, de nos territoires et de nos biens naturels que nous protégeons depuis des millénaires. Tout au contraire, la dette historique et sociale du Brésil envers nous continue d'être impayable. Mais cela ne nous empêche pas d'affirmer notre identité brésilienne, et c'est justement pour cela que nous revendiquons le respect de notre droit de faire partie de ce pays, en garantissant la base de notre existence — nos territoires, le peu qui nous reste —, notre diversité ethnique et culturelle, nos modes de vie, notre vision du monde. (...)

Bolsonaro sait que ses discours de haine et sa volonté de légaliser les pratiques criminelles comme

le *garimpo* [exploitation minière illégale], en plus d'ouvrir complètement les aires protégées (terres autochtones, territoires quilombolas et de communautés traditionnelles et unités de conservation) à des envahisseurs de tout genre, avec l'expansion de l'agrobusiness et des grandes entreprises, ont été le combustible qui a allumé les incendies principalement contre les biomes Amazonie et *Cerrado* [savane brésilienne] dans des proportions inédites dans l'histoire récente du Brésil. Même ainsi, il affirme de manière éhontée dans son discours que l'Amazonie demeure presque intouchée et qu'il a pris un "engagement solennel" pour la protéger. (...)

Nous lançons un appel à nos bases, aux organisations et aux mouvements sociaux alliés pour qu'ils ne se laissent jamais intimider et ne reculent jamais dans la défense de leurs droits fondamentaux, principalement nos droits à la vie, aux terres et aux territoires que nous avons traditionnellement occupés. » (20)

Finalement, quelles positions adopteront les gouvernements des pays qui convoitent ardemment les « richesses » de l'Amazonie, principalement les États-Unis, le Canada, les pays d'Europe, le Japon et la Chine? Ces pays s'intéressent également aux crédits de carbone des forêts amazoniennes qu'ils prétendent utiliser pour compenser de manière trompeuse leur pollution. Parce que ce n'est pas seulement le gouvernement du Brésil qui crée un rideau de fumée. Beaucoup de gouvernements le font aussi en affichant leur préoccupation face aux incendies forestiers ou aux politiques de Bolsonaro. On sait que les **ministères des Affaires étrangères de ces gouvernements cherchent avant toute autre chose à faire profiter leurs propres intérêts économiques et leurs multinationales.**

Par conséquent, le moment serait-il venu de regarder de plus près ce qui se trouve derrière les rideaux de fumée créés par les gouvernements néofascistes pour ainsi **former des alliances plus fortes et solides pour combattre la haine, la violence et la destruction forestière qui détruit l'Amazonie et beaucoup d'autres forêts et peuples de la planète ?**

Secrétariat du WRM, wrm@wrm.org.uy

- (1) AF, [Checamos o pronunciamento de Bolsonaro sobre os incêndios na Amazônia](#), août 2019
- (2) [Le groupe des sept \(G7\)](#) est le groupe des sept pays les plus industrialisés de la planète. L'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni en font partie, même si l'Union européenne y est aussi représentée.
- (3) Le projet du millionnaire étasunien Daniel Ludwig constitue un bon exemple. Pour obtenir plus de détails, [lire l'article de novembre 2018 du Bulletin du WRM](#).
- (4) [L'article suivant contient plus d'informations sur le CAR](#) ; le « *grillaje* » est l'appropriation illégale des terres par les grands propriétaires terriens et les entreprises à diverses fins qui cause plus de destruction forestière en Amazonie.
- (5) Estadão Sustentabilidade, [Desmate em unidades federais protegidas sobre 84% e supera média de toda Amazônia](#), novembre 2019
- (6) UOL, Sem Prova, [Bolsonaro acusa ONGs de estarem por trás de queimada na Amazônia](#), août 2019
- (7) Revista fórum, [Polícia do Pará persegue ONGs sob acusação de incendiar Amazônia](#), novembre 2019
- (8) El País, [Leonardo DiCaprio rebate Bolsonaro e nega ter financiado ONGs investigadas](#), novembre 2019
- (9) ClimaInfo, [Manifesto de apoio ao Projeto Saúde Alegria reúne mais de 100 organizações](#), novembre 2019
- (10) Publica, [Práticas de violência se multiplicaram em 2019](#), octobre 2019

-
- (11) Brasil de Fato, [Nova lei de terras do Pará permite “requentar” títulos podres e favorece grileiros](#), juin 2019
- (12) Confirma Noticia, [MP que regulariza propriedades rurais incentiva grilagem, dizem especialistas](#), décembre 2019
- (13) Revista Fórum, [Bolsonaro quer liberar exportação “in natura” de madeira da Amazônia](#), novembre 2019
- (14) El País, [O discurso de Bolsonaro na ONU, analisado e confrontado com dados](#), septembre 2019
- (15) Pública, [Funai pode ser mediadora de mineração em terra indígena](#), septembre 2019
- (16) Repórter Brasil, [Projeto de governo de ampliar mineração ameaça 30% das terras indígenas do país](#), octobre 2019
- (17) Money Report, [Brasil cobrará US10 bilhões anuais a países ricos, diz Salles](#), novembre 2019
- (18) R7, [Ministro diz que apresentará plano para prevenção da Amazônia](#), août 2019
- (19) Brasil de Fato, [Bolsonaro corta 95% do orçamento das ações destinadas a combater mudanças climáticas](#), mai 2019
- (20) APIB, [Repúdio contra o discurso anti-indígena de Bolsonaro na Assembleia Geral da ONU](#), septembre 2019